

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Arrêté préfectoral complémentaire portant modification du renouvellement et de l'extension
du parc éolien de la Butte Saint Liphard sur les communes de
OINVILLE-SAINT-LIPHARD et JANVILLE-EN-BEAUCE (Eure-et-Loir)
par la société PARC EOLIEN DE BLANCFOSSÉ
(icpe 0010011670)**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'environnement, et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu le Code forestier ;

Vu le Code de la défense ;

Vu le Code du patrimoine ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime ;

Vu le Code des transports ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir à compter du 21 août 2023 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté du 23 avril 2018 modifié relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne, et notamment son annexe II ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale relatif à l'exploitation d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur les communes de

OINVILLE-SAINT-LIPHARD et JANVILLE-EN-BEAUCE (renouvellement et extension du parc de la Butte Saint Liphard), par la société PARC EOLIEN DE BLANCFOSSÉ du 25 octobre 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

Vu la demande présentée le 31 mai 2024 par la société PARC EOLIEN DE BLANCFOSSÉ, en vue de modifier le renouvellement et l'extension du parc éolien de la Butte Saint Liphard :

- En modifiant l'emplacement de l'éolienne E1 (déplacement de 50 m à l'ouest de l'emplacement initialement autorisé pour l'éolienne renouvelée) ;
- En mettant à jour le montant des garanties financières applicables au projet ainsi modifié.

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

Vu l'avis favorable remis par la Direction Générale de l'Aviation Civile en date du 18 novembre 2024 ;

Vu l'avis favorable du Ministère des Armées - direction de la circulation aérienne militaire rendu le 8 novembre 2024 ;

Vu l'envoi au pétitionnaire du projet d'arrêté complémentaire concernant le parc éolien de la Butte Saint Liphard, pour avis, le 27 novembre 2024 ;

Vu les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le pétitionnaire par courriel du 5 décembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

CONSIDÉRANT que la modification sollicitée ne modifie pas le classement des installations du parc éolien au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la modification sollicitée n'est pas soumise à évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées ne sont pas de nature à engendrer des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence, les modifications sollicitées ne constituent pas une modification substantielle des conditions d'exploitation au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le porteur de projet doit mettre à jour le montant des garanties financières ;

CONSIDÉRANT que le projet d'implantation des éoliennes prend en compte les enjeux locaux ;

CONSIDÉRANT que l'impact de l'installation sur le paysage est mesuré ;

CONSIDÉRANT que l'analyse paysagère n'a pas mis en évidence d'impact significatif sur le patrimoine recensé dans l'aire d'étude du fait notamment de la distance entre le parc et les enjeux identifiés,

CONSIDÉRANT que les mesures préventives et correctives sur lesquelles la société PARC EOLIEN DE BLANCFOSSÉ s'est engagée, en phase de travaux et après la mise en service industrielle du parc éolien sont de nature à protéger les chiroptères ;

CONSIDÉRANT que le parc respecte les seuils de niveau de bruit réglementaires en vigueur ;

CONSIDÉRANT que, eu égard à la proximité des zones à usage d'habitation, l'installation doit faire l'objet d'une campagne de mesures de niveaux de bruit après la mise en exploitation du parc éolien afin de confirmer les résultats de l'étude de modélisation acoustique remise dans le cadre de la demande de renouvellement ;

CONSIDÉRANT que les mesures matérielles et organisationnelles sur lesquelles la société PARC EOLIEN DE BLANCFOSSÉ s'est engagée pour préserver les eaux de surface et souterraines d'une pollution générée par l'installation, en phase de chantier et d'exploitation du parc éolien, sont proportionnées aux enjeux ;

CONSIDÉRANT qu'une synchronisation des balisages des parcs à 0 heure 0 minute 0 seconde du temps coordonné universel est à rechercher ;

CONSIDÉRANT l'engagement pris par le pétitionnaire à retirer l'ensemble du massif des fondations du parc existant et pour le parc renouvelé à l'issue de la période d'exploitation ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de préciser les modalités de cessation d'activité du parc existant et à venir ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature, édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRÊTE

TITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

La société PARC EOLIEN DE BLANCFOSSÉ, dont le siège social est situé au 18-20 rue Treilhard – 75008 PARIS, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions de l'acte antérieur du 25 octobre 2022, complétées et ou modifiées par celles du présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de Oinville-Saint-Liphard et de Janville-en-Beauce, l'installation détaillée dans les articles suivants.

Article 2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions de l'acte antérieur

Les prescriptions suivantes de l'arrêté du 25 octobre 2022 sont modifiées par le présent arrêté :

Référence des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions)
Titre I. Article 3	Modification des coordonnées de l'éolienne E1

Référence des articles sont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions)
Titre II. Article 3	Modification des garanties financières au regard de l'évolution de la réglementation et de la puissance unitaire des aérogénérateurs
Titre II. Article 7	Mise à jour des mesures liées à la sécurité
Titre II. Article 10	Modification liée au démantèlement du parc existant
Titre II. Article 11	Modification liée à la procédure de cessation d'activité (ATTES-EOLIEN)

Article 3 – Prescriptions modificatives

Article 3.1 – Modification de l'article 3 du Titre I de l'arrêté du 25 octobre 2022

Les dispositions de l'article 3 du Titre I de l'arrêté du 25 octobre 2022 sont remplacées comme suit :

Le terme « parc existant » correspond aux éoliennes bénéficiant des permis de construire délivrés le 26 avril 2005 et de l'antériorité du 20 mars 2012.

Le terme « parc renouvelé et étendu » correspond aux éoliennes définies ci-dessous.

Les installations concernées sont situées sur les communes et parcelles suivantes :

Installation	Coordonnées Lambert 93		Commune	Parcelles
	X	Y		
E1	617411,95	6791111,1	Janville-en-Beauce	ZM 24
E2	617700,2 4	6791731,23	Janville-en-Beauce	ZM 28
E3	617943,6 6	6792156,53	Oinville-Saint-Liphard	ZX 10
E4	618115,19	6792608,49	Oinville-Saint-Liphard	ZX 01
E5	618314,7	6793048,92	Oinville-Saint-Liphard	ZH 36
E6	618423,9 6	6793507,06	Oinville-Saint-Liphard	ZH 08 / ZH 09
Poste de livraison	617909,5 3	6792165,49	Oinville-Saint-Liphard	ZX 10

Article 3.2 – Modification de l'article 3 du Titre II de l'arrêté du 25 octobre 2022

Les dispositions de l'article 3 du Titre II de l'arrêté du 25 octobre 2022 sont remplacées comme suit :

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1 du titre II de l'arrêté du 25 octobre 2022.

Le montant initial des garanties financières à constituer en application de l'article R. 515-101 à R. 515-104 du code de l'environnement par la société PARC EOLIEN DE BLANCFOSSÉ s'élève à :

$$M \text{ initial} = 6 \times (75\,000 + (25\,000 \times (P-2))) \text{ soit } 480\,000 \text{ Euros}$$

L'exploitant réactualise avant la mise en service industrielle du parc éolien puis tous les 5 ans le montant susvisé de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées.

Article 3.3 – Modification de l'article 7 du Titre II de l'arrêté du 25 octobre 2022

Les dispositions de l'article 7 du Titre II de l'arrêté du 25 octobre 2022 sont remplacées comme suit :

Avant le début des travaux et avant la mise en service industrielle du parc, l'exploitant communique au Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Eure-et-Loir les informations suivantes :

- le nom du parc ;
- le nombre d'éoliennes et leur numéro d'identification (inscrit sur le mât) ;
- un plan de situation avec l'emplacement précis de chaque éolienne ainsi que leurs coordonnées Lambert 93 et leurs accès ;
- l'emplacement des postes de livraison électrique ;
- le nom du constructeur ainsi que le modèle d'éoliennes ;
- un numéro d'astreinte joignable 7 j/7 et 24 h/24 en cas d'intervention.

L'exploitant doit informer, le Service Départemental d'Incendie et de Secours de toutes modifications des informations listées ci-dessus au titre du présent article.

Un affichage visible, reprenant le numéro d'astreinte, est effectué à l'intérieur du pied de mât de chaque aérogénérateur et des postes de livraison. Il est mis à jour en cas de modification de ces coordonnées.

Chaque aérogénérateur est équipé à minima de 2 extincteurs, en bon état et adaptés au risque d'incendie à combattre, Ils seront situés :

- dans le pied de la tour à côté de la porte d'accès ;
- dans la nacelle.

Ces extincteurs font l'objet d'un contrôle annuel par un organisme compétent.

Le poste de livraison est également doté d'extincteurs adaptés au risque et contrôlés annuellement par un organisme compétent.

L'exploitant n'utilisera pas les identifiants E1 à E5, déjà employés par d'autres parcs éoliens dans le département, mais plutôt des identifiants permettant d'identifier rapidement les éoliennes du parc (exemple : BSL1...).

Article 3.4 – Modification de l'article 10 du Titre II de l'arrêté du 25 octobre 2022

Les dispositions de l'article 10 du Titre II de l'arrêté du 25 octobre 2022 sont remplacées comme suit :

Outre les prescriptions indiquées aux articles 4.2.1 et 5 du Titre II du présent arrêté l'exploitant respecte les dispositions suivantes :

L'exploitant transmet au Préfet et aux mairies concernées, au moins 1 mois avant le début des travaux de démantèlement (câbles, éoliennes et fondations), un document sur les conditions de mises en œuvre comprenant à minima, la période prévue pour les travaux, une analyse du trafic

prévu et les itinéraires envisagés pour les camions transportant les déchets de fondation et le lieu de destination, les équipements prévus (concasseur, centrale à béton...) et leur mise en œuvre et la justification de compatibilité du plan local d'urbanisme avec les installations prévues.

Les installations d'entreposage des déchets et d'implantation des équipements nécessaires aux travaux (concasseur, centrale à béton...) excluant la zone d'implantation des éoliennes, non soumises à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, respectent les dispositions suivantes :

- Les installations d'entreposage des déchets et d'implantation des équipements nécessaires aux travaux (concassage, centrale à béton...) sont implantées à une distance minimale de 20 mètres des limites du site et des constructions à usage d'habitation ou des établissements destinés à recevoir des personnes sensibles (hôpital, clinique, maison de retraite, école, collège, lycée et crèche) ;

- L'exploitant adopte, les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées, les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation (pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin), l'exploitant récapitule dans une notice les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits ou de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.) et sont également précisés les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.), ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements prévus par l'exploitant ;

- Les camions entrants ou sortants du site sont bâchés si nécessaire ;

- L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation sont maintenus en bon état de propreté ;

- Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ;

- Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. À ce titre, l'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières ;

- Les bruits émis par les installations sont réduits au maximum. Les installations sont, en tant que de besoin, soit installées dans des encoffrements avec des dispositifs de traitement des poussières et des calories, soit capotées au maximum ou équipées de tout autre moyen équivalent ;

- La livraison des matières premières et l'expédition des produits se font préférentiellement en période diurne ;

- Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores ;

- L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents ;

- L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci ;

- Les cribles, sauterelles-cribleuses ou toutes autres installations sources de bruit par transmission solidienne sont équipées de dispositifs permettant d'absorber des chocs et des vibrations ou de tout autre équipement permettant d'isoler l'équipement du sol ;

- Des mesures d'émissions sonores sont réalisées sur les installations d'entreposage et de traitement au plus tard dans les 7 jours suivants le début des travaux et suivant la mise en place de l'installation de traitement (concasseur, centrale à béton...) conformément aux dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « , y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;

- le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite ;

- Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne ;

- Les niveaux d'émergences admissibles pour la période allant de 7h à 22h (sauf samedi, dimanche et jours fériés) sont limités à 5 dB (A) ;

- Les niveaux d'émergences admissibles pour la période allant de 22h à 7h ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés sont limités à 3 dB (A).

Les autres déchets (mâts, pâles, rotor...) sont évacués vers des filières dûment autorisées avant la fin du chantier. Les justificatifs d'évacuation comprenant la destination finale et le traitement des déchets sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées après la fin des travaux.

Les emplacements non-nécessaires au parc renouvelé/étendu font l'objet d'une cessation d'activité conformément à l'article 11 du présent arrêté.

I. Les opérations de démantèlement et de remise en état prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement comprennent :

- le démantèlement des installations de production d'électricité ;

- le démantèlement des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison.

- l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet et ayant été acceptée par ce dernier démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation.

- la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.

II. Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défaut éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Au minimum 90 % de la masse totale des aérogénérateurs démantelés, fondations incluses, lorsque la totalité des fondations sont excavées, ou 85 % lorsque l'excavation des fondations fait l'objet d'une dérogation prévue par le I, doivent être réutilisés ou recyclés.

Au minimum, 35 % de la masse des rotors doivent être réutilisés ou recyclés.

Une fois les opérations de démantèlement et de remise en état achevées, l'exploitant fait attester, conformément à l'article R. 515-106 du Code de l'environnement, que les opérations visées aux I et aux trois premiers alinéas du II ci-dessus ont été réalisées conformément aux prescriptions applicables.

Cette attestation est établie par une entreprise répondant aux conditions fixées par les textes d'application de l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement. Elle est adressée à l'inspection des installations classées.

Article 3.5 – Modification de l'article 11 du Titre II de l'arrêté du 25 octobre 2022

Les dispositions de l'article 11 du Titre II de l'arrêté du 25 octobre 2022 sont remplacées comme suit :

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage agricole.

I. - Les opérations de démantèlement et de remise en état prévues à l'article R. 515-106 du Code de l'environnement s'appliquent également au démantèlement des aérogénérateurs qui font l'objet d'un renouvellement. Elles comprennent :

- le démantèlement des installations de production d'électricité ;
- le démantèlement des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison.
- l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet et ayant été acceptée par ce dernier démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation.
- la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.

II. Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défaut éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Au minimum 95 % de la masse totale des aérogénérateurs, tout ou partie des fondations incluses doivent être réutilisés ou recyclés.

Au minimum, 55 % de la masse des rotors doivent être réutilisés ou recyclés.

Une fois les opérations de démantèlement et de remise en état achevées, l'exploitant fait attester, conformément à l'article R. 515-106 du Code de l'environnement, que les opérations visées aux I et aux trois premiers alinéas du II ont été réalisées conformément aux prescriptions applicables.

Cette attestation est établie par une entreprise répondant aux conditions fixées par les textes d'application de l'article L. 512-6-1 du Code de l'environnement. Elle est adressée à l'inspection des installations classées.

Article 4 – Notification et mesures de publicité

1. Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
2. Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Oinville-Saint-Liphard et de Janville-en-Beauce, communes d'implantation de l'installation et peut y être consultée.
3. Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Oinville-Saint-Liphard et de Janville-en-Beauce pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire et retourné à la préfecture – bureau

des procédures environnementales par messagerie sur pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr

4. L'arrêté est adressé aux conseils municipaux et aux autorités locales ayant été consultés en application de l'article R.181-38 du code de l'environnement.
5. L'arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture d'Eure-et-Loir pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 5 – Délais et voie de recours

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions des articles R. 181-50 du code de l'environnement et R. 311-5 du code de justice administrative, à la Cour administrative d'appel de Versailles 2, esplanade Grand Siècle, BP 90476, 78011 VERSAILLES

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La Cour administrative d'appel peut également être saisie par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé au Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la citoyenneté – place de la République- CS80537 -28019 CHARTRES cedex
- un recours hiérarchique, adressé au Ministre de la Transition écologique, de l'Energie, du Climat et de la Prévention des risques– Direction Générale de la Prévention des Risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. La notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Article 6 – Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Messieurs les Maires de Oinville-Saint-Liphard, Janville-en-Beauce et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement - Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le

09 DEC. 2024

Hervé JONATHAN

